



Quand on tue au nom de Dieu, pas étonnant que Marx ait dit :
La religion est l'opium du peuple.

semaine 18 - 2019
Du 28/04 au 5/05

*Plutôt que d'envisager l'entrée de la
Turquie dans l'Europe, je préférerais que la
Russie entre dans l'Europe*

**Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur
italien**

*Je n'ai pas été accueillie avec des fleurs, en
n'étant pas ancienne élève, femme de moins de
50 ans. J'avais l'impression d'être une
romanichelle quand je suis arrivée à la tête
de l'Ena*

Nathalie Loiseau

Le seul moteur à droite, c'est de se haïr

Jérôme Lavrilleux, député ex-LR

*Au fond, même s'il ne plaît pas, il est le moins
ringard de tous. Il bénéficie de la
comparaison: qui d'autre?*

**Marcel Gauchet, philosophe, sur
Macron**



Politique

Gilets jaunes

24^{ème} samedi (27/03) des Gilets jaunes et une plus faible participation avant le 1^{er} mai et après la conférence de presse d'Emmanuel Macron qui n'a rapporté aucune réponse satisfaisante au regard des revendications. Plusieurs milliers de manifestants à Paris. Mais c'est à Strasbourg que la manf a été la plus dure avec quelques incidents.

La compagnie de CRS 51 devait assurer le déplacement à Tours de Laurent Nunez et de Marlène Schiappa a débrayé : « *Ils sont exténués physiquement et moralement* », affirme Christophe Granger, délégué Unsa Police : 48 des 61 CRS de la CRS 51 se sont mis en arrêt de travail.

1^{er} mai largement suivi à Paris comme en province. Sauf que cette fête du travail où les syndicats ont en général la part belle a été cette année totalement phagocytée par les Gilets jaunes et les casseurs du Black Bloc moins nombreux qu'en décembre dernier.

A en croire la CGT, dont le compteur semble meilleur que celui de l'Intérieur, ce sont 310 000 personnes qui sont descendus dans la rue. 24 manifestants blessés et 14 chez les forces de l'ordre. Et 380 interpellations dont 330 à Paris.

Philippe Martinez, le patron de la CGT a dû quitter la tête du cortège : « *La police a chargé la CGT, une CGT bien identifiée, fait grave. Pour un ministre de l'Intérieur qui nous avait dit « je maîtrise la situation, vous allez voir ce que vous allez voir », et bien on a vu* ».

D'après les chiffres de la police – donc sous-estimés -, les cortèges ont rassemblé, le plus souvent dans le calme, 6 200 personnes à Lyon, 2 400 à Montpellier, 1 500 à Lille, 3 400 à Nantes, 7 700 à Bordeaux, 1 600 à Strasbourg ou encore 2 100 à Besançon.

La capitale s'est dotée mercredi 1^{er} mai d'une cuirasse composée de 7 400 policiers et gendarmes. Ces derniers, placés sous l'autorité du nouveau (et autoritaire à souhait) préfet de police, Didier Lallement, se sont attachés à contenir les heurts, au prix de charges d'une extrême brutalité.

Si, d'un point de vue strictement comptable, le bilan de la préfecture de police apparaît donc plutôt bon – le Black bloc ne s'est jamais réellement formé et peu de commerces ont été vandalisés –, l'effet sur les manifestants pacifiques est désastreux.

Une colère éruptive était d'ailleurs partagée par nombre d'entre eux mercredi. Des militants syndicaux aux gilets jaunes, en passant par les badauds, tous pestaient contre le sentiment « *de ne plus être totalement dans une démocratie* ».

Les Gilets jaunes devraient bel et bien être présents aux Européennes, une liste "Alliance jaune" menée par le chanteur Francis Lalanne ayant été déposée mardi au ministère de l'Intérieur. Avec Sophia Salbert-Salmeron, avocate en Avignon et Jérémy Clément. La caution de 800 000 € étant assurée par Jean-Marc Governatori également soutien de la liste EELV.

Divers

Selon un sondage d'Odoxa réalisé pour *France Inter*, *L'Express* et la presse régionale, Nicolas Sarkozy est la personnalité politique préférée des Français. 30% éprouvent de la sympathie pour l'ancien chef de l'Etat. Comme la nature a horreur du vide politique sidéral... il ne reste que lui en figure du Commandeur. Quelle tristesse !

Selon une enquête réalisée par Harris Interactive et Epoka pour TF1, LCI, RTL et Le Figaro, seuls 378% des Français font confiance à Nathalie Loiseau (LREM) pour faire entendre la voix de la France au Parlement européen.

« *Nous devons construire collectivement une réponse au défi que pose l'accueil des réfugiés en France. C'est pourquoi nous vous demandons de nous recevoir afin d'échanger sur le dispositif d'accueil et d'orientation des migrants* », ont demandé par courrier les maires de treize grandes villes dont Paris, Lille, Rennes, Strasbourg, etc., au ministre de l'Intérieur et du Logement.

« *La vraie facture de l'assistanat en France, c'est celle de l'assistanat des entreprises. Nous allons bientôt avoir 150 Mds€ de subventions à l'économie et aux entreprises dans ce pays (...) C'est cette manne d'assistanat qu'il faut reprendre, pour remettre le patronat au travail* ». Mélenchon ? Non ! Alain Madelin en 2014.

Cette République de rigolos va-t-elle démonétiser Victor Hugo chanteur républicain par excellence. Ont été exhumés en effet les propos qu'il avait tenus le 18 mai 1879, lors d'un banquet commémorant l'abolition de l'esclavage. L'Afrique, dit-il, elle n'a « *que deux aspects : peuplée, c'est la barbarie ; désert, c'est la sauvagerie* ».

Le gouvernement vient de dissoudre un mouvement qualifié d'extrême droite, Bastion social. Il faut dire que c'est le CRIF qui l'exigeait de Macron, alors le serf s'est exécuté. Sauf que l'activité principale de Bastion social, c'est de l'humanitaire à destination des Gaulois avec du cochon au menu.

Mais le plus extravagant, c'est que deux autres « fachos » ont été interdits, Bood and Honour Hexagone et Combat 18. Or, ceux-ci sont totalement inconnus des milieux nationalistes et ne sont vraisemblablement pas constitués en association. Ce qui veut dire que le gouvernement a dissous du vent. Pendant ce temps, une migrante de l'Unef, Hafsa Askar touite « *on devrait gazer tous les blancs* ». Un détail, sans doute !

Pour certains ministres, les questions posées à Emmanuel Macron durant sa conférence de presse n'étaient pas bien méchantes. Ils se seraient montrés plus durs, tel « *ça se termine quand les Gilets jaunes ? – le président aurait eu plus de mal à répondre.* »

Victimes du Brexit de nombreux britanniques conseillers municipaux par centaines dans le Sud-Ouest ne pourront pas se représenter aux élections municipales de mars 2020. Parfois piliers des villages, ils craignent de s'éloigner des décisions.

Elysée

A en croire ses exégètes, le discours de Macron aurait surtout inauguré un changement de méthode radical : après deux années de présidence jupitérienne, le temps serait venu de la présidence girondine et délibérative. Un retour aux fondamentaux de la Ve République selon un familier. Interdit de se marrer.

Alors qu'Emmanuel Macron a promis de « reconstruire » la cathédrale « plus belle encore » d'ici cinq ans, 1170 conservateurs, architectes, professeurs du monde entier lui demandent de ne pas effacer « *la complexité de la pensée qui doit entourer ce chantier derrière un affichage d'efficacité* ». En un mot de ne pas limiter sa reconstruction à cinq ans.

Seuls 35% des Français ont été convaincus par la conférence de presse du chef de l'Etat. Soit un Français sur trois. C'est peu, direz-vous. En apparence. En réalité c'est le socle dont a besoin le président pour arriver en tête du second tour en 2022... et gagner.

La réforme constitutionnelle aura donc bien lieu mais sans reconnaissance du vote blanc, du référendum d'initiative citoyenne, ni de RIC locaux comme le réclamaient les Gilets jaunes. Mais avec quelques aménagements toutefois comme la baisse du seuil du référendum d'initiative partagée à 1 millions de quidams. Ca nous fait une belle jambe.

Maintenus : instauration d'une dose de proportionnelle, réduction du nombre de parlementaires, limitation du cumul de mandats dans le temps, suppression de la Cour de justice de la République. Mais la grande nouveauté, c'est l'annonce d'un nouvel acte de décentralisation et la « *différenciation territoriale* » destinée à clarifier les compétences.

Le président de la République a sommé ses troupes d'être au rendez-vous de la mobilisation, pour mettre en œuvre les mesures post-grand débat présentées la semaine dernière. Emmanuel Macron a tenu à rappeler l'enjeu du scrutin du 26 mai. Il a même esquissé la menace d'un remaniement... en cas de défaite aux européennes.

Nouveau départ, celui d'Audrey Bourolleau, conseillère à l'Agriculture auprès du président. En revanche, le pôle politique devrait accueillir Julien Autret et Maxence Barré. Le premier est administrateur du Sénat, le second le directeur de cabinet de Stanislas Guérini, patron de LREM.

Gouvernement

Le Premier ministre, Édouard Philippe, a confié à des proches que l'hypothèse de sa candidature à la mairie de Paris pour 2020 « *n'existe plus* ». Il a indiqué en avoir parlé avec Emmanuel Macron.

Lors des fêtes de Pâques, Jean-Yves Le Drian, était à Rome où il s'est entretenu avec les huiles du Vatican sur les sujets d'intérêt commun. Il a renouvelé l'invitation du Pape à venir en France et a remis la Légion d'honneur au père Jean Landousies, responsable de la section francophone et avec lequel il était à l'école.

Macron a fixé la ligne. Les ministres vont d'abord devoir mettre en musique la baisse de l'impôt sur le revenu pour 5 milliards d'euros et qui concernerait selon les premières pistes évoquées par Bruno Le Maire 15,5 millions de ménages.

Emmanuel Macron a évoqué trois pistes : la disparition de structures inutiles au sein de l'État, l'allongement du temps de travail et la suppression de niches fiscales pour les entreprises.

D'après les derniers documents budgétaires, la France compte, en 2019, 474 niches fiscales. Elles représentent un manque à gagner d'un peu moins de 100 milliards d'euros pour l'État. Tous les fiscalistes demandent une rationalisation de ce maquis de ristournes - exonération, taux réduit, franchise, abattement, déduction... - qui concernent ménages comme entreprises. Mais, ça va pas être simple, c'est un borborygme.

Séminaire à Matignon, lundi 29/3 autour du Premier ministre pour mettre en musique les « réformes » annoncées par Macron dans sa conférence de presse. « *C'était une réunion de méthode et de calendrier afin de déterminer comment parvenir aux nombreux objectifs très nombreux et très ambitieux fixés par le président de la République* », a déclaré le chef du gouvernement.

La mise en œuvre de ce « *processus massif* » de « *décentralisation* » et de « *déconcentration* » – fin des « *doublons* », « *transfert de nouveaux blocs de compétences* », révision de la loi NOTRe, statut des maires... – se poursuivra jusqu'en décembre, a expliqué Philippe. La piste des niches fiscales risque de se révéler délicate.

Castaner pète les plombs. Tout à son désir de montrer son efficacité et surtout sa légitimité, Christophe Castaner a confondu un groupe de manifestants cherchant à se protéger des assauts de la police avec des fous furieux prêts à défoncer la porte du service de réanimation chirurgicale de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, au cœur de Paris, pour «*agresser son personnel soignant*».

Qu'un ministre de l'Intérieur se permette de touiter une information aussi grave sans prendre la peine de la vérifier décrédibilise la fonction. Cela témoigne d'un manque de sang-froid et de respect pour les citoyens qui n'inspire guère la confiance. Il faut dire que Castaner jouait sa tête. Mais ceci ne justifie en rien cela.

Institutions

S'il n'est pas candidat à sa succession comme maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin (LR) a un plan pour ne pas disparaître : figurer en position éligible sur la liste qu'il soutiendra. En cas d'élection en 2020, son statut de doyen lui permettrait de présider le premier conseil municipal.

Si l'on se réfère à la liste exhaustive des 387 commissions et instances délibératives recensées, on constate qu'il existe une bonne soixantaine de comités chargés de la transition énergétique ! Certains sont très spécialisés, comme le Conseil national des déchets, le Conseil national de l'air ou encore la Commission des téléphériques. Un tri s'impose.

La députée Amélie de Montchalin (LREM), abandonnant la langue de bois, a reconnu que la France a perdu de l'influence, de la crédibilité et une capacité à peser en Europe. Trop peu de députés européens font du bon travail et au final les Français estiment qu'ils ne servent pas à grand-chose. Y z'ont torts ?

Bruno Retailleau est opposé à un projet de loi pour la reconstruction de Notre-Dame. Mais surtout on doit abandonner cette drôle d'idée d'un projet de concours d'architecture international qui va encore une fois opposer les Français les uns aux autres pour restaurer la flèche.

Frédéric Thiriez, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, ancien maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été chargé par le président de la République d'une mission pour refonder le recrutement et la gestion de la carrière des hauts fonctionnaires. Ce bon franc maçon a longtemps été le prédisent de la Ligue de foot professionnelle.

Dans le sillage de la campagne pour obtenir un « référendum d'initiative partagée » sur les privatisations, une large coalition de parlementaires vient de saisir le Conseil constitutionnel contre celles d'Aéroports de Paris et de la Française des jeux. Les élus visent également plusieurs cavaliers législatifs inscrits dans la loi Pacte.

Divers

Juan Branco, l'un des avocats des Gilets jaunes, qui a publié un livre sur cette révolte inédite (*Crépuscule*, Au Diable Vauvert-Massot ed.), fait un tabac en librairie. Son ouvrage s'est déjà écoulé à plus de 40 000 exemplaires en l'espace de quatre semaines.

Juan Branco, par ailleurs, est le conseiller juridique de WikiLeaks et de Julian Assange en France, et a été également l'avocat de Jean-Luc Mélenchon. Soutien précoce des Gilets jaunes, féroce critique des élites parisiennes, il est devenu l'avocat de plusieurs figures du mouvement, dont Maxime Nicolle et Régis Portalez.

François Hollande, qui a créé, au tout début de l'année une société destinée à facturer ses conférences, s'est déjà rendu à Harvard, aux États-Unis, en février dernier. Et il a été sollicité le 19 mars dernier pour intervenir lors de l'Allianz Investors Global Forum, à l'hôtel Meurice, à Paris. Montant de l'intervention : plus de 100 000 euros.

Un conseiller municipal d'opposition, Hacène Chibane a dénoncé au Parquet national financier (PNF), Jean-Christophe Lagarde, député et président de l'UDI sur l'activité de sa femme qui aurait été employée comme assistante parlementaire alors qu'elle était maire de Drancy entre 2002 et 2014.

Les juges d'instruction ont examiné les activités de la société 2F Conseil de François Fillon. Alors qu'il siégeait au Palais Bourbon, François Fillon a vendu à tour de bras et au prix fort ses talents de conférencier. Notamment auprès de sociétés spécialisées comme Carte Blanche, London Speaker Bureau ou Speakers Academy. Cela confirme ce que l'on sait déjà, Fillon aime le pognon.

Bruno Le Maire se défend d'avoir appartenu à la bande du Bellota qui réunit les anti-Fillon, style Gérald Darmanin, tout comme il récuse d'appartenir à une quelconque aile droite de la majorité présidentielle. Bruno Le Maire est son propre parti.

Tambouille macro machin

Au sein de LREM nombreux sont ceux qui veulent la peau d'Agnès Thill, la députée de l'Oise, 54 ans, qui ne cesse de dénoncer l'homosexualité, l'égalité entre les couples, la PMA et la GPA. Stanislas Guérini et Gilles Le Gendre s'arrachent les cheveux.

Toute la camaria des marginaux et autres déviants s'est mis en branle pour signer un texte dénonçant Agnès Thill au rang desquels Muriel Robin, Marianne James, Philippe Besson et la députée Laurence Vanceunebrock-Mialon. On notera que cette dernière, lesbienne et ex-fonctionnaire de police, est la mère d'une fille obtenue par PMA en Belgique.

Le clivage gauche-droite semble prégnant au sein de LREM. On peut le croire, au vu de la création de la boucle Telegram «Refondation», qui réunit des députés LREM de gauche désirant défendre les promesses du candidat Macron face à une aile droite qui les dénaturerait.

Le patron de La République en marche (LREM), Stanislas Guérini, a recruté début mars Hélène Hamelle, 40 ans, associée de l'agence Plead, filiale d'Havas, comme directrice de la communication du parti présidentiel.

Sibeth Ndiaye, 39 ans, sénégalaise de son état, naturalisée en 2016, est mariée à l'apparatchik socialiste Patrice Roques. De cette union sont nés trois enfants, deux jumelles - Youmali et Ingissaly – et un fils, Djimane. « *Des prénoms préislamiques* » a commenté la porte-parole du gouvernement. Un bel exemple d'intégration, non ?

Naïma Moutchou, 38 ans, franco-marocaine, avocate et députée du Val-d'Oise, devient première vice-présidente du groupe majoritaire à l'Assemblée nationale. Elle remplace Amélie de Montchalin.

Droite

Le député du Gard Gilbert Collard figure en position éligible, en quinzième position, sur la liste du Rassemblement national. Mais aussi Philippe Olivier (17e), conseiller et beau-frère de Marine Le Pen, l'ancien député UMP Jérôme Rivière (19e) et l'ancien secrétaire national de l'UMP chargé de l'animation des fédérations d'Outre-mer, André Rougé (21e).

Thierry Mariani a croisé Laurent Wauquiez sur le plateau télé LCI où il accompagnait Marine Le Pen. Il n'y a pas eu de sang sur les murs. Mariani a pris place au côté de l'ex-UMP, lui aussi converti RN, Jean-Paul Garraud, lui aussi candidat aux européennes.

Pour Marie-Claire Carrère-Gée, conseiller de Paris, femme de Frédéric Thiriez à qui le chef de l'Etat vient de confier la réforme de l'Ena, « *Emmanuel Macron veut transformer le pays, mais on ne sait pas vers quoi. C'est pas rassurant* ».

Gauche

« *Après les européennes, discutons. Tous, toute la gauche et les écologistes discutent et on se met autour de la table plutôt que de rester les uns et les autres à nager dans nos couloirs respectifs* », a déclaré la tête de liste Générations pour les européennes Benoît Hamon, en réponse à la main tendue par le président du groupe LFI à l'Assemblée nationale, Jean-Luc Mélenchon.

Charlotte Girard, coordinatrice du programme de La France insoumise, a indiqué qu'elle se désengagerait de cette responsabilité après les élections européennes. Elle est la veuve de François Delapierre, ancien bras droit de Jean-Luc Mélenchon. Suite au départ de plusieurs candidats celui de la veuve jette une nouvelle ombre sur la campagne des Insoumis.

Denis Baupin, 56 ans, l'ancien député écologiste a définitivement perdu son procès en diffamation contre les journalistes et les femmes qui l'accusaient d'agression sexuelle. La main au cul, ça eut payée ! Mais ça paie plus.

Société

Environ 20 % des bénéficiaires d'allocations, soit 2 millions de personnes, ont dû rembourser l'an dernier un trop-perçu à la suite d'erreurs de déclarations, a indiqué la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf), une proportion qui peut atteindre 50 % chez les bénéficiaires du RSA.

Avec 1 600 personnes payantes (25 euros) serrées dans un Cirque d'hiver comble ce 25 avril autour de Bruno Le Maire, Jacques Attali, Philippe de Villiers, Eric Zemmour ou Michel Houellebecq, *Valeurs actuelles*, co-organisateur de cette soirée sur l'Europe, comble tout juste les frais engagés.

Depuis onze ans une bagarre judiciaire oppose les parents, cathos intégristes convaincus, et la femme de Vincent Lambert, sa tutrice légale ainsi que les frères et sœurs du patient. Les parents veulent que survive ce corps végétatif, sa femme et ses frères non.

Il est bon de rappeler que ledit Lambert réduit à l'état de légume à la suite d'un accident a toujours fait savoir « *ne pas vouloir vivre cette vie-là* » Depuis tout y est passé du Conseil

d'Etat à la Cour européenne des droits de l'homme. La justice a pourtant tranché : on arrête les soins et on libère ce corps meurtri.

Mais voilà, la justice a beau dire le droit, et répéter que l'on doit arrêter les soins, on continue, tant il est difficile en pratique de passer outre la volonté publique des parents qui s'appuient sur la mobilisation des courants les plus traditionalistes de l'Eglise catholique.

Autre temps, autres moeurs. Pierre Palmade – outre un talent qu'il a pour certain et non pour d'autres – fait la une des tous les journaux où il réaffirme son homosexualité, avoue son alcoolisme et les tonnes de cocaïne qu'il se fourre dans le pif.

Au retour de boîte de nuit, le jeune Algérien qu'il avait ramené chez lui casse tout. La presse pas que people en fait ses choux gras. Dans le même temps, ce gouvernement aux mains des lobbies interdit Bastion Social qui distribue des repas aux Gaulois en difficulté. Quelle époque.

Faits divers

Des propos racistes tenus par des étudiants secouent l'université de Lorraine. « *Nous avons été alertés par les réseaux sociaux sur le fait qu'un groupe privé Messenger [la messagerie de Facebook] d'étudiants en sociologie à Metz était un déversoir de propos et de vidéos racistes se moquant des étudiants et des enseignants noirs* ». Notamment un rapprochement entre Noir et les singes bonobos.

Une étude du syndicat de gôôche étudiant l'UNEF livrait la semaine dernière des chiffres alarmants : parmi les personnes perçues comme non blanches, plus de 42 % déclaraient avoir été victimes de racisme dans le cadre de leurs études.

On reste coi ! Il a réussi son pari : traverser l'Atlantique dans un tonneau. Ballotté pendant quatre mois par les flots et les vents, sans aucun moyen de propulsion, Jean-Jacques Savin, 72 ans, est enfin entré en mer des Caraïbes. Ce retraité girondin était parti des Canaries il y a 122 jours et neuf heures.

Selon *Le Parisien* et d'après une info prise sur fessebouc, Isabelle Balkany a tenté de mettre fin à ses jours en avalant une bonne dose de barbituriques. C'est son époux Patrick qui l'a découverte dans leur résidence de Giverny (Eure). Il faut dire qu'avec toutes les casseroles que trimbale ce couple pas banal, on peut comprendre une profonde lassitude.

Immigration

Quatre migrants nigériens recueillis par un militant de Roya Citoyenne s'en sont pris aux jeunes du village de Contes (Alpes-Maritimes) qui, en réponse, ont organisé une expédition punitive. Les Nigériens ont été renvoyés devant le tribunal. Des propos racistes ont été tenus souligne l'empaffé de procureur. Et pour cause. On se souvient que le parquet de Nice avait déjà relaxé le militant pro-immigrés Cédric Herrou.

Selon Eric Zemmour, « *Le 18e arrondissement de Paris a toujours été un quartier populaire mais aujourd'hui, c'est devenu Dakar : y'a plus un Blanc !* » Indignation de Justine Henry, référente LREM du 18^e : « *Cette diversité humaine est une source d'énergie incroyable, un joyau à faire rayonner.* »

Réponse à la dame sur Touiteur par un interlocuteur : « *En 5 ans, j'ai vu ce quartier devenir une poubelle, et je pèse mes mots. Votre message prouve une chose, vous êtes complètement déconnectée ! Echangez une semaine avec un de mes ex-voisins, vous ne tiendrez pas 24 heures ...*

Des immeubles de plus en plus insalubres tenus par des marchands de sommeil, des toxicos chiant sur mon palier m'obligeant à nettoyer moi-même, dormant par terre encore à 14 heures, obligeant le facteur à rebrousser chemin. »

« *On se demande encore pourquoi des gens comme vous et les grands donneurs de leçons ne vont pas vivre et ne veulent pas faire profiter leurs enfants de l'école des mille visages, de la diversité humaine et profiter du rayonnement du joyau* », toute un autre !

Ecologie/ Sciences

Importante réunion à Paris, sous l'égide de l'IPBES, la plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques, de 150 scientifiques de 50 pays différents. Ce « Giec de la nature » doit rendre public le 6 mai le deuxième rapport mondial sur l'état du vivant. De 500 000 à 1 million d'espèces animales sont menacées de disparition.

Ainsi la disparition de nombreux oiseaux est lié à « *la disparition des insectes dont ils se nourrissent, liée à l'agriculture intensive, l'emploi des pesticides et la simplification des paysages* ». « *Il faut comprendre que l'homme disparaîtra avant les insectes !* » insiste un chercheur.

Selon le WWF, les océans génèrent 50 % de l'oxygène atmosphérique ; les zones humides fournissent la quasi-totalité de la consommation mondiale d'eau douce ; les insectes et oiseaux assurent la pollinisation de 75 % des cultures vivrières, soit 35 % de la production alimentaire mondiale.

Le scientifique américain James Watson, prix Nobel 1962 pour ses études révolutionnaires sur l'ADN, a été déchu de ses titres honorifiques après avoir fait état de « *sombres perspective pour l'Afrique* » car « *toutes nos politiques sociales sont fondées sur le fait que leur intelligence est la même que la nôtre – alors que tous les tests ne le montrent pas vraiment* »

Le physicien William Shockley (1910-1989) connut la même disgrâce après avoir estimé le quotient intellectuel moyen des Afro-Américains « *héréditairement inférieur* » à celui des Blancs. Ce que l'on omet de dire, c'est que les QI les plus élevés sont ceux de la race jaune.

Le moustique tigre, une espèce capable de transmettre des maladies telles que la dengue ou le chikungunya, poursuit sa progression en France : il est désormais implanté dans plus de la moitié des départements, dont Paris, avertissent les autorités sanitaires.

6000 mégawatts telle est la puissance du super- barrage hydroélectrique que les Chinois veulent construire en Birmanie. Appelé à noyer 700 kilomètres carrés de terres, il aurait pour conséquence une catastrophe écologique et humaine.

Economie

La France a livré à l'international en 2018 des matériels de guerre et produits liés pour une valeur totale de 8,4 milliards d'euros, soit une augmentation de 1,4 % par rapport à 2017, selon des chiffres diffusés par l'Observatoire Economique de la Défense.

Et ça continue ! Sciences Po Paris a créé la Chaire pour l'entrepreneuriat des femmes, cofinancée par AXA. Objectif : favoriser la recherche et l'enseignement pour réduire l'impact des stéréotypes, et développer des mesures efficaces pour soutenir le leadership et l'entrepreneuriat des femmes.

Le conseil d'administration de Suez a décidé qu'Anne Lauvergeon, virée d'Areva, présiderait le comité RSE (Responsabilité sociale des entreprises), Innovation, Ethique, Eau et planète durable. Et Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions présidera le comité d'audit et des comptes.

Bahreïn a annoncé la signature de près de deux milliards d'euros au total de contrats commerciaux avec plusieurs grands groupes français dont Thales, Total et Axa, à l'occasion de la visite d'une délégation du royaume de Bahreïn à Paris.

Ascoval. Après quatre ans de bataille et de rebondissements, le tribunal de grande instance de Strasbourg a entériné la reprise de l'aciérie de Saint-Saulve (Nord) par l'entreprise anglaise British Steel, un poids lourd de la sidérurgie britannique qui emploie 5 000 personnes et produit 2,8 millions de tonnes d'acier par an.

Culture / médias

Marc-Olivier Fogiel, nouveau directeur général de BFM TV, a investi dans la SAS Têtu Ventures, éditrice depuis mai 2018 du magazine gay. Le journaliste est un proche d'Albin Serviant, repreneur du titre et l'un des chefs de file de LREM à Londres où cet entrepreneur du digital est installé depuis sept ans.

La petite entreprise d'Edwy Plenel ne connaît pas la crise de la presse. Mediapart aurait dépassé les 150 000 abonnés fin 2018 avec à la clé un chiffre d'affaires en (légère) progression et 1,9 M€ de bénéfice net. Mediapart emploie 90 salariés.

L'ancien ministre de la Culture Frédéric Mitterrand a été élu à l'Académie des Beaux-Arts, au sein de la section des créations artistiques dans le cinéma et l'audiovisuel, au fauteuil de Jeanne Moreau, décédée en juillet 2017.

En toute discrétion, Xavier Niel, le patron de Free a financé une vingtaine de films français et a investi dans une société de production aux côtés de Cyril Hanouna et Ramzi Khiroun. Vu la faible rentabilité du secteur, cette démarche s'apparente plutôt à du mécénat.

L'incendie de Notre-Dame de Paris le 15 avril fait bondir la fréquentation du site Internet de La Croix, passée de 220 000 visites en moyenne à 365 000 le 15 avril et 375 000 le 16. Amen !

Le groupe M 6, en cumul sur cinq ans, a redistribué à ses 2 223 collaborateurs près de 60 millions d'euros tous dispositifs confondus. Soit près de 27 000 € par personne.

Europe

Angleterre. La Première ministre Theresa May a limogé son ministre de la Défense, Gavin Williamson, en raison de son implication dans les fuites concernant la décision britannique d'autoriser une participation de l'équipementier chinois Huawei au réseau 5G, a annoncé Downing Street.

La diffusion à la presse britannique de la décision secrète du Conseil national de sécurité de ne pas écarter complètement Huawei pour les futures infrastructures 5G, a suscité des remous à Londres, mais aussi à Washington.

Espagne. Aux élections législatives, le parti socialiste (PSOE) a conservé son leadership, mais pas suffisamment pour former, seul, un nouveau gouvernement. Le PSOE a obtenu 29% des voix et 123 sièges sur 350, Le Parti populaire, 17% et 66 députés, Ciudadanos (C's centre droit) 16% et 57 sièges, Podemos (gauche) 14% et 42 sièges. Les nationalistes de Vox font leur entrée avec 10% des voix et 24 députés. 75,78 % des Espagnols ont voté.

La majorité étant fixé à 175 députés, le PSOE de Pedro Sanchez, n'a, sur le papier, qu'une seule option : de faire alliance avec les centristes de Ciudadanos. Sauf que leur leader, Albert Rivera n'a cessé de clamer durant la campagne que leur objectif était de mettre dehors Pedro Sanchez. On notera par ailleurs, la débâcle du Parti populaire (PP) de Pablo Casado au profit de Vox.

Vox n'aura donc pas la possibilité d'exercer une influence salutaire sur la politique du prochain gouvernement espagnol. Cet échec des droites est principalement dû à l'effondrement du PP aujourd'hui dirigé par Pablo Casado, à la rhétorique plus conservatrice que son prédécesseur Mariano Rajoy, mais qui n'a visiblement pas su convaincre.

Estonie. La formation nationaliste EKRE (Parti conservateur d'Estonie), arrivé 3^{ème} aux élections législatives fait son entrée au gouvernement sous la direction du centriste Jüri Ratas et en la personne de Mart Helme, nommé à l'Intérieur et de son fils Martin aux finances.

Italie. Pour Matteo Salvini, vice-président du conseil des ministres, ministre de l'Intérieur : « *Il me semble qu'il y a beaucoup plus de proximité avec notre histoire, avec notre culture, avec notre économie, avec nos traditions chez un pays comme la Russie qu'un pays comme la Turquie* »

Russie. La Russie envisage de rendre plus facile l'obtention de la citoyenneté russe pour tous les Ukrainiens, a déclaré à Pékin le président russe Vladimir Poutine, trois jours après avoir simplifié l'octroi de la nationalité russe aux habitants des régions séparatistes de l'Ukraine.

International

Brésil. On s'attendait au contraire. Il n'en est rien. Le ministre de l'Environnement, Ricardo Salles, démantèle les unes après les autres les organisations étatiques chargées de la préservation de l'environnement afin d'en chasser ce qu'il appelle les « niches socialistes ». La forêt amazonienne risque donc d'être une fois de plus menacée.

« Le Brésil a mis en place une des meilleures législations d'Amérique latine pour l'environnement. Ce gouvernement démantèle tout de façon dramatique au prix de dommages écologiques, mais aussi sociaux et économiques. C'est honteux et catastrophique », a réagi Marina Silva, ministre de l'environnement du gouvernement de Lula de 2003 à 2008.

Japon. Le prince Naruhito, 59 ans, va succéder à son père, Akihito, et devenir le 126^{ème} empereur du Japon. Monarchie fondée sur la primogéniture, la dynastie pourrait s'éteindre, car la princesse Masako n'a pas réussi à donner un successeur au nouvel empereur. Déprimée, elle vit recluse dans le palais impérial.

Iran. Face à l'augmentation des sanctions à son égard les autorités iraniennes menacent de fermer le trafic pétrolier dans le détroit d'Ormuz. Selon le FMI, l'économie s'est contractée de 3,6 % l'an dernier, et l'inflation pourrait atteindre 40 % en 2019. Et la vente en « contrebande » n'y suffira pas.

« Les Iraniens pourront toujours cacher des livraisons de brut, mais s'il leur faut vendre un million de barils par jour pour survivre, ce sera trop... », conclut un connaisseur du secteur

Etats-Unis. Le quotidien américain *New York Times*, même après avoir exprimé des excuses, doit rendre des comptes après la publication d'un dessin antisémite, a estimé l'ambassadeur israélien à l'ONU, Danny Danon, sans dire s'il pensait à des poursuites judiciaires.



Le nœud coulant passé par Washington au cou du régime iranien s'est encore resserré jeudi 2 mai avec la fin des exemptions de sanctions dont bénéficiaient huit importateurs de pétrole iranien, dont la Chine, l'Inde et la Turquie. Une partie d'entre eux (Taïwan, l'Italie et la Grèce) n'avaient d'ailleurs pas attendu pour interrompre leurs achats.

Selon un membre de l'ICG (International Crisis Group) : *« Soit la pression maximale ne marche pas, et l'administration va être tentée d'accentuer encore ses pressions, obligeant le régime iranien à répondre d'une manière ou d'une autre. Soit elle fonctionne, et cela ne peut que pousser ce même régime à relancer son programme nucléaire pour renforcer sa main »*



L'empire de tous les secrets

Alors, ce pays que j'aime tant, je devrais le détester ? » La scène se passe il y a quelques années au Château, le restaurant 3 étoiles de Joël Robuchon au cœur de Tokyo. Ce propriétaire d'un grand média français de gauche arrive au terme de son énième séjour au Japon – et d'un succulent dîner au champagne. Comme la plupart de ses compatriotes en visite dans la troisième économie du monde, il ne tarit pas d'éloges sur l'Archipel. Ce qui le stupéfie le plus, c'est la courtoisie des habitants, la propreté et le silence des rues, la ponctualité des trains, la mise des serveurs et des employés des chemins de fer... Tous ces traits du Japon qui reviendront à sa mémoire lorsqu'il devra à nouveau se frotter, dès son arrivée à Paris-Charles-de-Gaulle, à la proverbiale, sympathique et irritante, indiscipline française. Or il vient de comprendre, après avoir discuté avec un résident de longue date, que la société japonaise vit selon des mœurs que son journal combat depuis cinquante ans. Qu'il n'hésiterait pas à la qualifier de réactionnaire, elle qui a refusé toutes les « avancées » pour lesquelles il s'est battu. Qu'il ferait sa rédaction tirer à éditos rouges sur son système pénal, la condition qu'il réserve aux femmes, aux jeunes, aux réfugiés, sur la cruauté des relations professionnelles.

Cet homme perdu, tout étranger qui s'attarde un peu au Japon le devient un jour. A son arrivée, qu'il soit en affaires ou en vacances, l'Archipel lui offre le privilège de redevenir analphabète. La rareté des indications en caractères romains, le médiocre anglais des habitants le préservent de la lucidité et le replongent dans une certaine innocence. Le premier jour, il ne comprend rien ; mais le septième, il a recueilli assez d'observations pour échafauder des théories sur cette société fermée et homogène comme un œuf. Qui s'effondreront à la première observation contraire. L'opinion publique mondiale va, comme lui, de surprise en surprise, parfois admirative, parfois moqueuse. D'un paravent à l'autre. Une fois encore, celle-ci retient son souffle à quelques jours d'un rite qui n'appartient qu'à l'Archipel. Le Japon est le seul pays à avoir réglé son temps, parallèle à celui du calendrier grégorien, sur le règne de ses empereurs.

L'ÈRE DE "LA BELLE HARMONIE"

Depuis trente ans et l'avènement d'Akihito, l'Archipel vivait dans le temps de Heisei, « l'achèvement de la paix » ; avec l'intronisation de son héritier Naruhito, il entre le 1^{er} mai dans Reiwa, « la belle harmonie ». L'occasion donnera lieu à des célébrations inouïes auxquelles sont conviés les chefs d'Etat. Mais est-il raisonnable de parler de changement à propos du rite de préservation de la plus ancienne lignée impériale du monde ? Changer d'ère, certes. Mais quoi d'autre ?

Comment résumer le Japon pour un Français ? Peut-être par la formule suivante : l'endroit du Japon est un rêve, et son envers est un cauchemar. Explications. Si, au terme de son mandat, Emmanuel Macron affichait les mêmes résultats que le Japon sur quelques thèmes clés, il serait réélu avec un plébiscite de maréchal. Le chômage ? En février, il a atteint un taux de 2,3 %, et crèvera bientôt le plancher des 2 % selon les prévisionnistes. Une situation exceptionnelle ? Pas vraiment. Sa constance historique dans le plein-emploi est remarquable. Elle n'a en réalité d'égale que celle de la France dans le marasme du chômage. En trente-cinq ans, le plus haut historique du chômage au Japon (5,4 % en 2002) n'a jamais atteint son plus bas historique en France.

La sécurité ? En 2016, on comptait 293 vols pour 100 000 Japonais, soit sept fois moins qu'en France, selon le bureau des Nations unies sur les crimes et les stupéfiants. La criminalité n'a jamais été aussi basse dans l'Archipel.

Au point que les centres de détention, utilisés à seulement 40 % de leurs capacités, souffrent de sous-remplissage. Les enfants se rendent à l'école en transports en commun à partir de 6 ans. La première surprise des visiteurs de passage est le sentiment d'ordre public qui imprègne la vie quotidienne au Japon. Les portefeuilles égarés par les touristes sont d'ordinaire retrouvés et restitués avec l'intégralité de leur contenu.

La misère ? L'écart entre riches et pauvres n'a jamais atteint celui des autres sociétés développées, même s'il se creuse. La très grande pauvreté est rare dans l'Archipel. Pour la première fois en 2018, le nombre de sans-abri est descendu sous la barre des 5 000 au Japon. L'Archipel ne comptait que 4 977 SDF en 2017, soit une chute de 10 % par rapport à 2016. Le ministère de la Santé, qui établit ces statistiques en se bornant à compter le nombre de personnes qui dorment dans la rue, reconnaît qu'elles sont probablement sous-estimées. Elles demeurent très en deçà des statistiques françaises sur le sujet : en 2012, dernier recensement sur le sujet, l'Insee relevait 141 500 sans-domicile dans l'Hexagone.

Or, ces résultats sont atteints avec des mœurs d'un tel conservatisme que leur description ferait dresser sur la tête les cheveux de tout électeur français de centre-gauche. Le Japon refuse toutes les évolutions tenues pour acquises par les autres démocraties développées. Il fait depuis trente ans de « l'illibéralisme » comme M. Jourdain fait de la prose : sans le savoir. Il suffit de prendre les sujets un par un. A commencer par celui de l'immigration, que le Japon refuse depuis trente ans.

Foin des promesses d'ouverture devant les investisseurs internationaux : avec un taux de 2 % d'étrangers dans sa population, l'Archipel demeure objectivement fermé. Il a entrouvert la porte à une immigration de travail non qualifiée pour la première fois le 1^{er} avril, mais dans de faibles proportions et selon des conditions drastiques pour le gros des candidats : pas de regroupement familial, et l'obligation de repartir sans espoir de retour au bout de cinq ans. Un cuisinier étranger qui souhaite travailler au Japon doit toujours justifier de dix ans d'expérience professionnelle dans la même spécialité culinaire que celle qu'il est censé pratiquer dans l'Archipel. Enfin le Japon demeure résolument fermé aux réfugiés : 20 asiles accordés en 2017, contre 26 531 en France. Cette fermeture est-elle compensée par une politique de naturalisation ? Pas vraiment. En 2017, le Japon a naturalisé quatre fois moins de personnes que la Suisse, nation réputée pour sa fermeture et à la population quinze fois plus petite. Quant à la sécurité devant laquelle se pâment tant les visiteurs, elle est aussi le résultat d'une politique criminelle qui met à

bas tous les principes des pays industrialisés. L'incarcération spectaculaire de Carlos Ghosn a révélé au monde entier la face cachée de l'ordre nippon : 23 jours de garde à vue, reconductible autant de fois que le nombre de charges, sans accès au dossier ni présence de son avocat... Un appareil répressif au-dessus duquel trône la peine de mort, pratiquée quinze fois l'an dernier sans états d'âme. La famille demeure très structurante, comme le montre le faible nombre de naissances hors mariage (2,3 %, contre 59,7 % en France). Le Japon n'a pas non plus mené le combat de l'égalité entre hommes et femmes cher aux sociétés contemporaines. Le gouvernement ne reconnaît même pas le terme d'égalité des sexes : il emploie l'expression *danjo kyoko sankaku*, qui signifie littéralement « *participation commune des genres* », traduite adroitement en anglais par *gender equality* pour tromper son monde. Même l'avortement n'est pas un droit acquis au Japon. Les femmes peuvent facilement invoquer de vagues « raisons économiques » pour avorter ; mais l'acte d'avorter demeure un crime. Le mariage pour tous ? Parfois évoqué par la société civile, il est timidement exigé par le petit parti d'opposition à la majorité.

Ce conservatisme s'étend au terrain économique. Dans les autres économies développées, rien ne semble arrêter les avancées de l'économie de partage dont les champions sont Uber et Airbnb. Or, ces dernières sont restées à l'entrée de la forteresse Japon. La première, après une offensive de lobbying des sociétés de taxis, est réduite à un service de livraison de plats cuisinés à vélo. La seconde a vu son parc de logements locatifs fondre de 80 % en quelques jours l'an dernier après que le gouvernement a considérablement durci son système d'autorisations. Dans nos sociétés sans monétique, le Japon demeure un pays d'espèces, que l'on peut introduire dans l'une des milliers de cabines téléphoniques qui persistent sur le territoire. Alors, où va le Japon ? Son effroyable déclin démographique, de 500 000 à 1 million d'habitants par an, semble le condamner. Mais son modèle séduit, sans qu'il en ait conscience, de plus en plus de peuples. Jadis, sous les coups de butoir de la mondialisation, les pays allaient tous devenir des versions plus ou moins achevées de la Californie multiculturelle et libérale. Or, voilà que le monde lui ressemble de plus en plus. Etats-Unis, Brésil, Italie, Hongrie, Royaume-Uni... Partout les nationalistes gagnent du terrain. Ils veulent retrouver ce pays uni, cette société homogène, avec des frontières mais sans interphones, dont ils perçoivent un écho en se promenant dans les rues du Japon. Et si son présent devenait, un peu, notre avenir ?

Régis Arnaud pour le *Figaro magazine* 26/04/2019

A lire : *Les leçons du Japon. Un pays très incorrect*, par Jean-Marie Bouissou, Fayard, 427 p., 23 €

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[entretien avec Ernest Tigori - 1](#)

[ernest Tigori - 2](#)

[la grande intox](#)

Journées de lecture

***L'Afrique à désintoxiquer*, par Kakou Ernest Tigori, Dualpha ed., 438 p., 33€**

Avec cet essai, Tigori veut liquider quatre-vingts ans de mensonge et, ainsi, libérer l'Afrique et l'Europe occidentale... de l'Union soviétique qui est morte depuis bientôt trente ans. Pour que l'attelage Europe-Afrique retrouve de la vigueur, il importe que les Africains sortent de l'irresponsabilité et de l'infantilisme... et les Européens de la repentance ! Kakou Ernest Tigori a été récompensé du Prix Mandela de littérature 2017.

***La France qui décline, Les Gilets jaunes, une jacquerie au XXIe siècle*, par Pierre Vermeren, Taillandier, 192 p., 16,90 €**

Dans cet ouvrage, Pierre Vermeren embrasse tous les aspects du mal-être de la France périphérique : activités productives en déclin, faiblesse des salaires nets, cultures populaires et savoir-faire professionnels anémiés, paysages enlaidis, règne de la grande distribution et de la restauration mauvaise qualité, irritation face à un discours public moralisateur, etc.